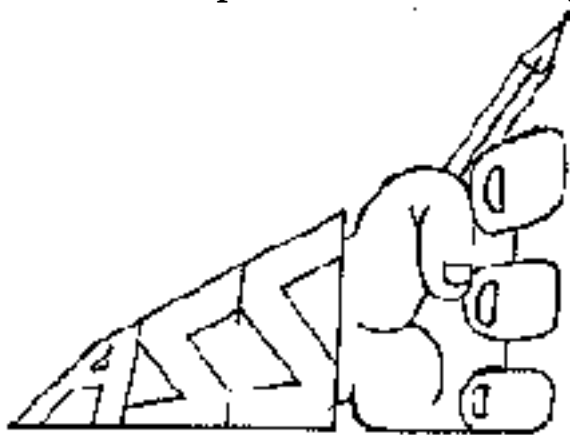


2003-2004 : Vers un nouveau dégel

L'arrivée au pouvoir des libéraux en avril 2002 n'est certainement pas surprenante : étant donné le bilan lamentable du PQ, de nébuleuses promesses de changement tenues par le PLQ à un électorat blasé suffisent à faire élire Jean Charest. Pas étonnant non plus, lorsque l'on tient compte de la précarité financière des cégeps, que l'on assiste, en 2003-2004, à une hausse généralisée des droits, dits de toutes autres nature. L'ASSÉ, préoccupée par la possibilité d'un éventuel dégel et par la remise en question de la gratuité scolaire au collégial, lance un appel à la grève générale contre les hausses de frais dans les cégeps (automne 2003). Le mouvement avorte dans l'œuf ; le plancher de 15 associations avec mandat de grève n'est pas atteint et, contrairement à l'habitude, aucune association locale ne déclenche de grève pour lancer le mouvement. Il faut croire que la menace n'est pas encore assez réelle...

Par contre, quoi de plus réel que la dernière réforme de l'AFE, dont résulte une hausse de 103 millions de dollars de l'endettement étudiant (mars 2004) ? À la fin septembre, l'ASSÉ lance un ultimatum au gouvernement, le sommant de renoncer à cette « réorganisation » du régime des prêts et bourses qui augmente le volume des prêts accordés, tout en diminuant la quantité de bourses attribuées. Qu'en est-il de la promesse de maintien du gel des frais de scolarité faite par Jean Charest aux dernières élections? Le Congrès du Parti Libéral du Québec a annoncé son intention de mettre fin au gel lors d'un éventuel second mandat. Quinze ans après le dégel et trente ans après la première grande mobilisation sur la question des prêts et bourses, le mouvement étudiant est aujourd'hui à la croisée des chemins.

Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante



COALITION DE L'ASSÉ ÉLARGIE

www.asse-solidarite.qc.ca

APERÇU HISTORIQUE DU SYNDICALISME ÉTUDIANT AU QUÉBEC **De la Révolution tranquille à la Réingénierie**



À l'hiver 2005, c'est nous qui écrivons l'histoire...

GRÈVE GÉNÉRALE!!!

SOURCES

Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) :

Recueil de textes sur l'histoire du mouvement étudiant québécois, automne 2004 (disponible sur <http://www.asse-solidarite.qc.ca>).

Archives de l'Association étudiante du cégep de Saint-Laurent (AECSL) :

UGEQ (historique et consitution);

ANEEQ (mobilisations, plans d'action et plate-formes de revendications) ;

MDE (publications) ;

Luttes et conflits AECSL (revues de presse, publications, mobilisations).

Montréal, février 2005

Il n'est pas évident de relater, en quelques centaines de mots, quarante années d'histoire. C'est pourtant ce qu'entreprend le présent texte, en dressant un portrait global de l'histoire du mouvement étudiant au Québec. Pour ce faire, il a fallu essayer de synthétiser les nombreux évènements qui ont ponctué l'histoire politique, économique et sociale du Québec des années soixante à aujourd'hui. Aussi, forcé de négliger certaines questions, il s'agissait d'éviter autant que possible de rentrer dans les détails. Ce qui suit ne se veut donc pas être un historique exhaustif, mais plutôt un sommaire visant à souligner les différentes étapes qui ont marqué l'évolution dans le milieu de l'éducation depuis la Révolution tranquille. Différents éléments ont été retenus comme fil conducteur de cet aperçu historique : la revendication de gratuité scolaire et la question de l'aide financière aux études, l'organisation nationale du syndicalisme étudiant et, enfin, les mobilisations importantes, plus particulièrement les campagnes de grève.

Pour savoir où l'on va, il faut savoir d'où l'on vient. C'est pourquoi vous êtes invité-e-s à revenir dans le temps jusqu'au début des années soixante...

1963-1966 : PARUTION DU RAPPORT PARENT

Prenons comme point de départ la fondation, en 1961, de la Commission Parent par le Parti libéral de Jean Lesage. Celle-ci est chargée d'enquêter sur l'enseignement au Québec et de soumettre au gouvernement ses conclusions au niveau des changements à apporter, notamment en ce qui concerne les structures et le financement de l'éducation supérieure. Le rapport de cette Commission, rendu public au milieu des années soixante, propose des modifications considérables à l'enseignement dans la province : création du Ministère de l'Éducation du Québec (MEQ); mise sur pied des Collèges d'enseignement général et professionnel (CÉGEP); démocratisation de la culture générale et accessibilité de l'éducation à tous les niveaux.

2001 : TAXE À L'ÉCHEC ET SOMMET DES AMÉRIQUES

Deux autres mobilisations importantes ont lieu en 2000-2001, il s'agit tout d'abord du boycott de la Taxe à l'échec qui, combiné à un recours judiciaire contre le MEQ initié par les Services collectifs (Association étudiante) de Sainte-Foy, se traduira finalement par l'abolition de ladite Taxe. Cette campagne relance la volonté de lutte des associations étudiantes s'identifiant encore au modèle de syndicalisme étudiant incarné par l'UGEQ d'abord, par l'ANEEQ ensuite, puis par le MDE. C'est dans ce contexte qu'est créée, en février 2001, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), nouvelle organisation nationale du mouvement étudiant québécois s'offrant comme alternative à la FECQ et la FEUQ.

Par la suite, la deuxième campagne s'axe autour de l'opposition à la mondialisation qui mobilise des dizaines de milliers de personnes et des centaines d'organismes de la société civile panaméricaine, incluant les associations étudiantes. Plus précisément, il s'agit d'une protestation contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) dont la négociation se poursuit à Québec, en avril 2001, au Sommet des Amériques.



ASSÉ
Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

ZLÉA



2000 : Sommet du Québec et de la Jeunesse (SQJ)

À l'hiver 2000, se tient le Sommet du Québec et de la Jeunesse (SQJ), une sorte de forum visant essentiellement à établir un consensus sur la place des jeunes dans la société québécoise, à l'heure de la mondialisation... Parmi les thèmes abordés, se trouve naturellement l'orientation à donner au réseau public d'éducation après six ans de compressions budgétaires et autant de réformes. Le MDE organise à cette occasion des mobilisations importantes contre le consensus des coupures et contre la concertation-collaboration avec le gouvernement. Il s'agit là de la dernière campagne majeure que mène le MDE avant de se dissoudre dans le courant de l'année.

Au terme du SQJ, on entre dans une deuxième phase de transformations majeures du réseau d'enseignement supérieur québécois : instauration de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial (CÉEC), des plans stratégiques de développement et des taux de réussite et de diplomation. Au nom de la logique économique de productivité et de compétitivité, le gouvernement pousse les institutions d'enseignement à se transformer en véritables usines de production de main-d'œuvre, strictement orientée vers la satisfaction des besoins du marché de l'emploi. Localement, on assiste à la conclusion d'ententes de partenariat public-privé. (Prenons par exemple, la signature en septembre 2000 d'un contrat de partenariat entre le cégep de Saint-Laurent et Bell Canada, Nortel Networks, NordX/CDT, Téléglobe et l'Institut international des télécommunications.)

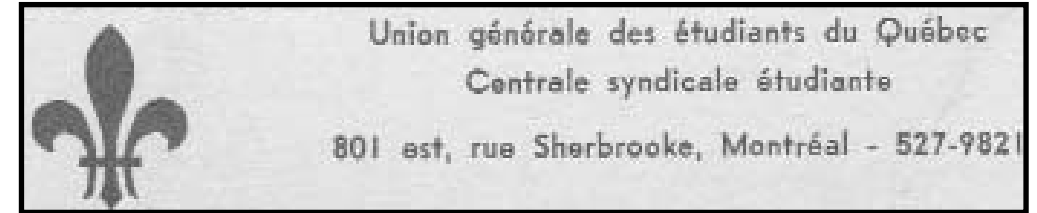


Consensus zéro
Confiance zéro



1964 : CRÉATION DE L'UNION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DU QUÉBEC (UGEQ)

Suite à la Deuxième guerre mondiale, émerge un nouveau mouvement syndical étudiant. L'adoption de la Charte de Grenoble (1946) consacre la thèse selon laquelle l'étudiant est un travailleur intellectuel, ayant droit à des conditions matérielles propices à l'apprentissage et ayant le devoir de participer activement à la démocratisation du savoir. Porté par l'esprit de cette Charte, ce mouvement prend progressivement de l'ampleur et, en 1964, on assiste à la naissance de la première organisation nationale du mouvement syndical étudiant au Québec : l'UGEQ. Dès 1966, celle-ci revendique la gratuité scolaire à tous les niveaux.



1968 : PREMIÈRE GRANDE MOBILISATION ÉTUDIANTE AU QUÉBEC

Au printemps 1968, ont lieu les premières grandes mobilisations étudiantes internationales en Europe. Quelques mois plus tard, le mouvement traverse l'Atlantique et se propage au Québec : quinze cégeps et une partie de l'Université de Montréal se mobilisent pour déclencher une grève prolongée. Suite à cette première grève générale étudiante, le MEQ crée le réseau des Universités du Québec et le régime des prêts et bourses, dit Aide financière aux études (AFE). En outre, les frais de scolarité sont gelés à 500\$ par année. Un an plus tard, l'UGEQ est dissoute, car jugée trop bureaucratique.



1974-1978 : GRÈVES SUR LES PRÊTS ET BOURSES

Les années soixante-dix sont une période mouvementée dans le milieu syndical ouvrier comme dans le mouvement étudiant. En 1974, deux campagnes majeures contribuent à forger une nouvelle organisation nationale du syndicalisme étudiant au Québec. D'abord, la lutte contre le Test d'aptitude aux études universitaires (TAEU), projet retiré discrètement par le MEQ au début novembre : c'est une victoire facile qui donne espoir et confiance aux associations étudiantes maintenant solidement implantées dans leur milieu.

Quelques jours plus tard, un mouvement de grève s'organise. Impliquant à son sommet une quarantaine d'institutions, il s'agit de la première grande mobilisation sur la question des prêts et bourses et de la deuxième grève générale étudiante. Cette fois, en plus de revendiquer la gratuité scolaire et d'exiger le maintien du gel des frais, on demande l'abolition de la contribution parentale dans le calcul de l'aide financière et la diminution de la contribution de l'étudiante ou de l'étudiant. À ce stade, les associations étudiantes atteignent un niveau de maturité et de mobilisation sans précédent. La nécessité d'une nouvelle union nationale se fait sentir.

Conséquemment, en mars 1975, une trentaine d'associations étudiantes collégiales et universitaires participent à la fondation de l'Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec (ANEEQ), qui devient la nouvelle incarnation du mouvement syndical étudiant québécois. Puis, en 1978, soit deux ans après l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement péquiste, le cégep de Rimouski initie un mouvement de grève qui s'étendra en quelques semaines à l'ensemble du Québec, devenant ainsi la troisième grève générale étudiante. Le gel des frais est maintenu et des modifications à l'AFE sont négociées. L'ANEEQ est alors au sommet de sa force.



1996 : DERNIÈRE GRÈVE GÉNÉRALE

Après deux ans de « compressions budgétaires » massives, on déplore 1,9 milliards de dollars en coupures en éducation au Québec seulement. Face à cette situation, le MDE lance un mot d'ordre de grève générale sur la base des revendications suivantes : fin des coupures, abolition des frais spéciaux, retrait de la cote « R », modifications de l'Aide financière aux études (AFE) et maintien du gel des frais. La grève dure un mois (octobre-novembre). On ne voit naturellement pas toutes ces revendications exaucées, d'autant plus que la FECQ et la FEUQ s'en mêlent alors qu'elles n'ont joué aucun rôle dans l'organisation de la grève. Quoiqu'il en soit, le gel des frais est maintenu, sauf qu'il est suivi de l'instauration des Frais spéciaux incitatifs à la réussite, mieux connus sous le nom de Taxe à l'échec (1997). Finalement, l'année 1996 voit également se tenir les États généraux de l'éducation et le Forum socio-économique de Lucien Bouchard, où le PQ abandonne définitivement ce qu'il reste de ses positions sociales-démocrates pour orienter clairement ses politiques vers un néolibéralisme très en vogue depuis une quinzaine d'années.



\$1.9 Billion Cut
from Education in Québec

Strike! Strike!
Strike! Strike!
Strike! Strike!

Restore funding now!
Support our teachers
Democratic control of our schools
Bursaries not loans
Abolish all extra fees

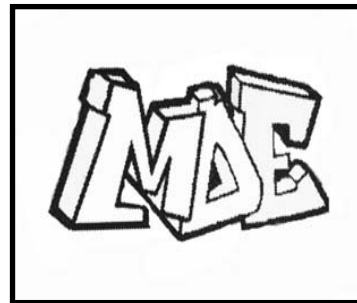
Demo: Wed. Nov. 3rd
2pm, Concordia Hall Building
2:30 Roddick Gates McGill

To Get Involved: 931-CFSQ(2377)
Canadian Federation of Students

1994 : DÉFICIT ZÉRO, COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES ET RÉFORMES

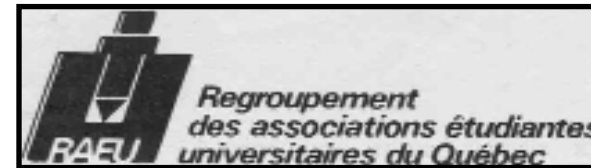
L'année 1994 marque un second tournant majeur. D'abord, le Parti québécois revient au pouvoir au Québec, sous la direction de Jacques Parizeau. Fait plus important encore, les élections fédérales de 1993 ont fait entrer le Parti libéral de Jean Chrétien au gouvernement. Il s'agit là d'un élément capital, car le ministre des Finances, Paul Martin, décrète alors le déficit zéro et son collègue, Lloyd Axworthy, instaure une réforme de l'aide sociale qui se traduit par des coupures importantes dans les transferts aux provinces. Le gouvernement Parizeau se doit ensuite de gérer les compressions budgétaires résultant de la réforme Axworthy. Qui dit coupures dit nécessairement réformes : la première réforme en éducation, la réforme Robillard, date du gouvernement libéral (1993), mais ce sont deux péquistes Pauline Marois et François Legault qui achèvent le travail de rationalisation du réseau public d'éducation.

Dans ce contexte, l'organisation nationale du mouvement étudiant est mise à rude épreuve, surtout avec la dissolution de l'ANEEQ qui survient également en 1994. Les Fédération étudiantes (FECQ/FEUQ) prennent dès lors toute la place, mais les associations indépendantes et les anciens membres de l'ANEEQ refusent de voir ces organisations corporatistes monopoliser le paysage politique étudiant au Québec et refusent de laisser s'effacer l'héritage du syndicalisme étudiant de lutte. Ainsi, une coalition est mise sur pied pour s'opposer à la réforme Axworthy, aux coupures et à un nouveau dégel, c'est la coalition X qui donnera naissance, en 1995, au Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE).



1982-1983 : TOURNANT MAJEUR

Suite au deuxième choc pétrolier, la récession provoque un taux de chômage de 25% chez les 18-25 ans au Québec, ce qui rend plus aiguë encore le problème de l'accessibilité aux études et, en l'absence de la réelle gratuité scolaire, celui de l'aide financière. Parallèlement, les premières divisions majeures au sein du mouvement étudiant apparaissent et viennent fragiliser dangereusement l'ANEEQ, car on assiste à la naissance de la Fédération des associations étudiantes collégiales du Québec (FAECQ) et à la dissociation entre le Regroupement des associations étudiantes universitaires (RAEU) et l'ANEEQ. Jusqu'à sa dissolution, en 1994, l'ANEEQ restera le symbole du syndicalisme étudiant de lutte. À l'opposé, le RAEU et la FAECQ, qui deviendront par la suite la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), prônent plutôt une tactique de concertation et de lobbying auprès du gouvernement.



Par ailleurs, le gouvernement du Parti Québécois renie complètement la vocation syndicale du mouvement étudiant en instaurant la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves et d'étudiants (1983). Cette loi stipule que pour être considérée comme représentative de l'ensemble des étudiantes et étudiants d'une institution, les associations étudiantes doivent tout d'abord s'incorporer selon la loi sur les compagnies, pour ensuite pouvoir s'accréditer auprès du MEQ selon une procédure bien précise. Seule une association ainsi accréditée sera dorénavant en droit de percevoir une cotisation obligatoire de la part de ses membres. Cette loi vient ainsi balayer la revendication fondamentale du mouvement étudiant de se voir reconnaître comme étant un mouvement syndical à part entière.



1984-1988 : LA QUESTION DE L'AIDE FINANCIÈRE

En quatre ans, se tiennent successivement trois grandes grèves. La première débute en 1984, en réaction à la nouvelle loi sur l'accréditation et face à la situation générale du réseau de l'éducation au milieu des années 80. Durant trois jours, les associations membres de l'ANEEQ font la grève et occupent les cégeps. Ce mouvement devait mener à une grève générale illimitée, mais il donna plutôt lieu à l'adoption d'une nouvelle plate-forme de revendications sur les prêts et bourses et au déclenchement d'une campagne de moyens de pression pour exiger des négociations avec le gouvernement.

Cependant, le retour des libéraux au pouvoir en 1985 change la donne. Le libéralisme de 1980 n'est plus celui de la Révolution tranquille : à l'État providence social-démocrate, succède l'État minimaliste néolibéral. Dans cette perspective, la gratuité scolaire et le gel de 1968 sont sérieusement remis en question. C'est pourquoi en 1986, se tient une nouvelle grève générale, sur la base des revendications suivantes : maintien du gel, retrait des frais afférents et négociation d'une réforme de l'Aide financière. Des négociations entre l'ANEEQ et la Direction générale de l'aide financière aux études (DGAFE) se tiennent au cours de l'année suivante, mais les résultats tardent à se faire sentir. C'est pourquoi l'ANEEQ se lance, en 1988, dans une nouvelle campagne de grève générale. Les membres sont mitigés quant aux résultats de cette dernière campagne, ce qui provoque une crise majeure au sein de l'ANEEQ.



1989-1990 : DÉGEL FULGURANT ET GRÈVE GÉNÉRALE

Le gouvernement profite de l'occasion pour dégeler les frais qui passent de 500 \$ à 1200 \$ par année. Le mouvement étudiant est ébranlé : il serait impensable de ne pas réagir et de laisser passer un dégel auquel on s'oppose depuis près de vingt ans. Néanmoins, les problèmes internes au sein de l'ANEEQ, l'influence croissante des fédérations étudiantes (FECQ/FEUQ) et, surtout, le fait que ce dégel massif soit proclamé à la mi-décembre, en pleine période d'examen, tous ces éléments ralentissent l'organisation d'une réplique étudiante. Dès février 1990, un mot d'ordre de grève générale est lancé par l'ANEEQ : on fixe un plancher de 6 universités et 23 cégeps, qui n'est toujours pas atteint au début mars. Après l'abandon du plancher, le cégep et l'université de Rimouski déclenchent la grève, qui durera un mois et dont la mobilisation restera centrée autour de Montréal (UQAM, Saint-Laurent, Vieux-Montréal, Rosemont, Maisonneuve) et de Rimouski. L'année suivant cette défaite majeure, un pilier de la gauche syndicale étudiante s'effondre avec la dissolution de l'Association générale des étudiantes et étudiants des secteurs de sciences humaines, lettres, langues et communication de l'UQAM (AGEsshlcUQAM).

Prêts et bourses...

